CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 14.914 du 7 août 2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur, et désormais par la
Ministre de la Politique de migration et d'asile

LE PRESIDENT DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 29 décembre 2007 par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire délivré le 26 décembre 2007.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 25 juin 2008 convoquant les parties à comparaître le 28 juillet 2008.

Entendu, en son rapport, M. P. VANDERCAM, président de chambre.

Entendu, en observations, Me S. PELGRIMS de BIGARD, avocat, qui comparaît la partie requérante, et V. DEMIN, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. Le requérant déclare être arrivé en Belgique « il y a trois ans », dépourvu de tout documents de séjour.

Le 26 décembre 2007, il a fait l'objet d'un contrôle.

1.2. Ce même 26 décembre 2007, la partie défenderesse lui a délivré un ordre de quitter le territoire.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIF(S) DE LA DECISION :

0 - article 7, al. 1^{er}, 1: demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis ; l'intéressé(e) n'est pas en possession d'un passeport valable muni d'un visa valable.

0 - article 7, al. 1^{er}, 3: est considéré(e) par le Ministre de l'Intérieur ou [...], Attaché comme pouvant compromettre l'ordre public/la sécurité nationale - coups et blessures »

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, ainsi que de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° et 3°, de la loi du 15 décembre 1980.

2.2. Dans une première branche, consacrée au motif de l'acte attaqué fondé sur l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, elle soutient en substance que « la décision de notifier un ordre de quitter le territoire ne doit pas obligatoirement et automatiquement être prise par la partie défenderesse », étant donné qu'il ne s'agit que d'une faculté prévue par l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980. Dès lors, elle estime que cette faculté, pour entraîner la prise de décision, doit être motivée par des éléments de fait ou de droit pertinents.

2.3. Dans une deuxième branche, elle soutient en substance qu'il ne ressort pas des mots « coups et blessures », que le requérant aurait par son comportement compromis l'ordre ou la sécurité publique.

Soulignant d'une part, qu'il apparaît « que le requérant est la seule victime de coups et blessures », et d'autre part, que l'excès de boisson n'est passible de peine de police que lorsqu'il a lieu sur la voie publique, *quod non* en l'espèce, elle estime que la partie défenderesse a conclu de manière erronée et lacunaire que le requérant aurait ou pourrait par son comportement compromettre l'ordre ou la sécurité publique, en sorte que la décision attaquée n'est pas adéquatement motivée.

3. Discussion.

3.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle qu'un ordre de quitter le territoire délivré sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, est une mesure de police par laquelle l'autorité administrative ne fait que constater une situation visée par cette disposition pour en tirer les conséquences de droit. Il ne s'agit dès lors en aucun cas d'une décision statuant sur un quelconque droit au séjour, avec pour conséquence que le constat d'une des situations visées par l'article 7 précité suffit à lui seul à la motiver valablement en fait et en droit, sans que l'autorité administrative ne soit tenue de fournir d'autres motifs tenant à des circonstances extérieures à ce constat, et notamment quant à l'opportunité de sa décision.

S'agissant des obligations de motivation de l'autorité administrative au regard des dispositions visées au moyen, le Conseil rappelle également qu'est suffisante la motivation de la décision qui permet à l'intéressé de connaître les raisons qui l'ont déterminée, et que l'autorité n'a pas l'obligation d'explicitier les motifs de ses motifs (voir notamment : C.E., arrêt n° 70.132 du 9 décembre 1997 ; C.E., arrêt n° 87.974 du 15 juin 2000).

3.2. En l'espèce, sur la première branche du moyen, il s'impose de constater que la partie requérante ne conteste pas la matérialité du premier motif de l'acte attaqué, confirmant au contraire, dans l'exposé des faits de sa requête, que le requérant est en séjour illégal en Belgique depuis trois ans.

Dans une telle perspective, et à la lumière des considérations liminaires rappelées *supra*, force est de conclure que l'ordre de quitter le territoire litigieux est motivé à suffisance de fait et de droit par la constatation, conforme à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, que l'intéressé demeure dans le Royaume sans être porteur d'un passeport valable muni d'un visa valable.

3.3. Pour le surplus, dans la mesure où d'une part, il ressort des développements qui précèdent que la décision litigieuse est valablement fondée et motivée sur le constat conforme à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980, et où d'autre part ce motif suffit à lui seul à justifier la délivrance d'un ordre de quitter le territoire, force est de conclure qu'il n'y a pas lieu d'examiner la deuxième branche du moyen qui, à la supposer fondée, ne pourrait justifier à elle seule l'annulation de l'acte attaqué.

3.4. Le moyen pris n'est fondé en aucune de ses branches.

4. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut pas être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le sept août deux mille huit par :

M. P. VANDERCAM, président de chambre,

,

Le Greffier,

Le Président,

.

P. VANDERCAM.